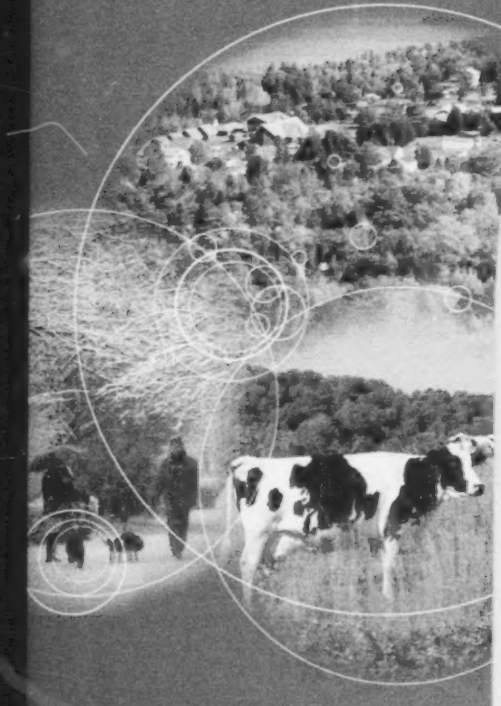
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Bulletin statistique régional

Édition 2017

Centre-du-Québec

Québec

Équipe de rédaction :
Marianne Bernier — Gaëtane Dubé
Anne Binette Charbonneau — Jane-Hélène Gagnon
Sophie Brehain — Stéphane Ladouceur
Stéphane Crespo — Guillaume Marchand
Marc-André Demers — Marie-Hélène Provençal

Avec l'assistance technique de :
Maxime Keith — Danny Sanfaçon
Virginie Lachance — Danielle Laplante

Révision linguistique : Micheline Lampron

Sous la coordination de : Marie-Hélène Provençal

Sous la direction de : Pierre Cauchon

Nos coordonnées :
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca
Visitez notre site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Le ***Bulletin statistique régional, édition 2017*** présente les statistiques les plus récentes au moment de sa publication. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site Web de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com / Cheryl Triplett / Anyka, photographes

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2017
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Septembre 2017

Table des matières

Territoire 3

Démographie 4

Conditions de vie 7
Mesure du faible revenu 7
Revenu médian des familles 8

Marché du travail 10
Population active, emploi et chômage 10
Nombre, taux de travailleurs et revenu d'emploi 12

Comptes économiques 14
Produit intérieur brut 14
Revenu disponible par habitant 17

Investissements 21

Santé 24

Éducation 26
Taux de diplomation aux études collégiales 26
Nombre de diplômés au baccalauréat 28

Culture et communications 31

Concepts et définitions 33

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

1. Territoire

La région du Centre-du-Québec couvre une superficie en terre ferme de 6 921 km². Elle est composée de cinq municipalités régionales de comté (MRC) géographiques[1] : L'Érable, Bécancour, Arthabaska, Drummond et Nicolet-Yamaska, et regroupe 81 municipalités et communautés autochtones. Selon les données démographiques provisoires de 2016, la densité de la population centricoise est de 35,2 hab./km², ce qui la positionne au sixième rang des régions administratives, derrière la Capitale-Nationale et devant l'Estrie.

Carte 1.1

Région administrative du Centre-du-Québec

Sources : Données sur l'hydrographie et les limites administratives: ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs, juin 2017. Données sur le réseau routier : Adresses Québec, juillet 2017.

1. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

2. Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région du Centre-du-Québec comptait 243 800 habitants au 1er juillet 2016. Elle arrive au 12e rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, derrière la Mauricie et devant le Bas-Saint-Laurent. Le Centre-du-Québec a vu son poids démographique diminuer très légèrement au cours des dernières années; il est passé de 3,0 % de la population du Québec en 2001 à 2,9 % en 2016.

En 2016, près de 43 % de la population de la région, soit 104 200 personnes, résident dans la MRC de Drummond. La MRC d'Arthabaska arrive au second rang, avec 30 % de la population régionale, suivie des MRC de L'Érable et de Nicolet-Yamaska, qui représentent respectivement 10 % et 9 %. Bécancour est la MRC la moins populeuse, ses 20 700 habitants comptant pour un peu plus de 8 % de la population centricoise.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population régionale, MRC du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2001-2016

MRC	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	2001	2006	2011	2016p	2001-2006	2006-2011	2011-2016p	2001	2016p
	n				pour 1 000			%	
L'Érable	24 459	23 265	23 499	23 689	– 10,0	2,0	1,6	11,0	9,7
Bécancour	19 429	18 926	20 241	20 664	– 5,2	13,4	4,1	8,7	8,5
Arthabaska	65 335	66 778	69 841	72 328	4,4	9,0	7,0	29,3	29,7
Drummond	89 591	93 885	99 674	104 168	9,4	12,0	8,8	40,2	42,7
Nicolet-Yamaska	23 932	23 117	22 929	22 949	– 6,9	– 1,6	0,2	10,7	9,4
Centre-du-Québec	**222 746**	**225 971**	**236 184**	**243 798**	**2,9**	**8,8**	**6,3**	**100,0**	**100,0**
Ensemble du Québec	**7 396 415**	**7 631 873**	**8 007 656**	**8 326 089**	**6,3**	**9,6**	**7,8**	...	...

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.
Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2016.
Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2017). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La population du Centre-du-Québec a crû en moyenne à un taux annuel de 6,3 pour mille entre 2011 et 2016, selon les données provisoires. Le rythme d'accroissement de la région demeure inférieur à celui de l'ensemble du Québec (7,8 pour mille). Dans le Centre-du-Québec, comme dans la plupart des régions, la croissance a ralenti au cours de la période la plus récente. Elle demeure néanmoins plus rapide que ce qu'elle était au début des années 2000. Le taux d'accroissement était de 2,9 pour mille entre 2001 et 2006, puis il s'était élevé à 8,8 pour mille entre 2006 et 2011.

Dans la région du Centre-du-Québec, comme dans Lanaudière et les Laurentides, toutes les MRC ont vu leur population s'accroître (parfois de quelques habitants à peine) entre 2011 et 2016, selon les estimations provisoires. Drummond et Arthabaska affichent les croissances les plus élevées de la région, avec des taux d'accroissement annuels moyens respectifs de 8,8 pour mille et 7,0 pour mille. Bécancour (4,1 pour mille) connait une croissance plus modeste, alors que la population de L'Érable (1,6 pour mille) croît faiblement et que celle de Nicolet-Yamaska (0,2 pour mille) demeure plutôt stable.

Les estimations de population et l'interprétation des données provisoires

Les plus récentes estimations de population actuellement disponibles pour la période 2011-2016 sont celles diffusées en mars 2017 par Statistique Canada. Elles ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2011 (rajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net du recensement et des réserves indiennes partiellement dénombrées), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Ces estimations de population diffèrent des chiffres du Recensement de 2016 (non rajustés pour le sous-dénombrement) qui ont été diffusés en février 2017. Les estimations régionales de population seront révisées par Statistique Canada au début de 2019 pour s'arrimer aux comptes rajustés du Recensement de 2016. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population. Pour plus d'information sur la révision des estimations, consulter l'édition 2014 du *Panorama des régions du Québec* (p. 15-16).

Structure par âge et par sexe

La population du Centre-du-Québec est légèrement plus âgée que celle de l'ensemble du Québec. En 2016, les personnes âgées de 65 ans et plus (20,6 %) sont un peu plus nombreuses, toutes proportions gardées, qu'à l'échelle québécoise (18,1 %), tandis que la part des jeunes de moins de 20 ans est semblable (20,8 % comparativement à 20,6 %). En contrepartie, la part des 20-64 ans, que l'on peut considérer comme les individus d'âge actif, est un peu moins élevée dans la région (58,6 %) qu'à l'échelle du Québec (61,3 %). La moyenne d'âge des habitants de la région est de 43,3 ans, par rapport à 41,9 ans dans l'ensemble de la population québécoise.

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2016

MRC	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
	n				%					
L'Érable	23 689	4 880	13 577	5 232	100,0	20,6	57,3	22,1	46,3	43,9
Bécancour	20 664	4 055	12 089	4 520	100,0	19,6	58,5	21,9	46,8	44,4
Arthabaska	72 328	15 124	42 124	15 080	100,0	20,9	58,2	20,8	44,9	43,4
Drummond	104 168	22 208	61 732	20 228	100,0	21,3	59,3	19,4	42,9	42,5
Nicolet-Yamaska	22 949	4 547	13 302	5 100	100,0	19,8	58,0	22,2	47,4	44,6
Centre-du-Québec	**243 798**	**50 814**	**142 824**	**50 160**	**100,0**	**20,8**	**58,6**	**20,6**	**44,5**	**43,3**
Ensemble du Québec	**8 326 089**	**1 718 503**	**5 103 665**	**1 503 921**	**100,0**	**20,6**	**61,3**	**18,1**	**42,1**	**41,9**

Note : Population au 1er juillet. Données provisoires.
Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2017). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Toutes les MRC du Centre-du-Québec ont une population plus âgée que celle de l'ensemble du Québec. En 2016, celle de Drummond affiche la moyenne d'âge la plus faible de la région, soit 42,5 ans. Toutes proportions gardées, elle est également la MRC qui compte le moins de personnes de 65 ans et plus (19,4 %). Avec un âge moyen de 44,6 ans, Nicolet-Yamaska est quant à elle la MRC où la population est la plus âgée. Bécancour et L'Érable suivent de près avec une moyenne d'âge d'environ 44 ans. Ces trois MRC comptent d'ailleurs une plus grande proportion de personnes âgées que de jeunes de moins de 20 ans. En position intermédiaire dans la région, Arthabaska affiche un âge moyen de 43,4 ans.

En fait de répartition par sexe, les hommes sont un peu plus nombreux que les femmes dans la région du Centre-du-Québec, contrairement à ce qui s'observe dans l'ensemble du Québec. En 2016, on y compte 122 600 hommes et 121 200 femmes. Bien qu'il naisse généralement plus de garçons que de filles, le rapport entre les sexes tend à s'inverser avec l'âge, principalement en raison de la surmortalité masculine. Dans la région, comme dans l'ensemble du Québec, on trouve ainsi plus d'hommes que de femmes chez les 0-19 ans et les 20-64 ans, tandis que les femmes sont plus nombreuses chez les 65 ans et plus. Il en est de même dans toutes les MRC du Centre-du-Québec.

Tableau 2.3

Population selon le sexe et par grand groupe d'âge, MRC du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2016

MRC	Groupe d'âge							
	0-19		20-64		65 et plus		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	n							
L'Érable	2 535	2 345	7 084	6 493	2 459	2 773	12 078	11 611
Bécancour	2 114	1 941	6 260	5 829	2 177	2 343	10 551	10 113
Arthabaska	7 713	7 411	21 376	20 748	6 941	8 139	36 030	36 298
Drummond	11 432	10 776	31 697	30 035	9 255	10 973	52 384	51 784
Nicolet-Yamaska	2 313	2 234	6 857	6 445	2 339	2 761	11 509	11 440
Centre-du-Québec	**26 107**	**24 707**	**73 274**	**69 550**	**23 171**	**26 989**	**122 552**	**121 246**
Ensemble du Québec	**879 031**	**839 472**	**2 581 541**	**2 522 124**	**678 142**	**825 779**	**4 138 714**	**4 187 375**

Note : Population au 1er juillet. Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2017). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Conditions de vie

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, dont la source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales fédérales, extraites des déclarations de revenus des particuliers de l'Agence de revenu du Canada. Plus particulièrement, le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est à faible revenu lors d'une année si son revenu est inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu médian de l'ensemble des familles et des personnes hors famille du Québec durant la même année.

3.1 Mesure du faible revenu

En 2014, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la région du Centre-du-Québec (6,6 %) que dans l'ensemble du Québec (8,2 %). De 2010 à 2014, le taux de faible revenu après impôt des familles diminue dans la région (– 1,1 point), tandis qu'il fléchit de 1 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2013 seulement, le taux est en stabilité, tout comme à l'échelle provinciale. C'est dans la MRC de Drummond que l'on trouve, en proportion, le plus de familles à faible revenu (7,4 %). À l'inverse, L'Érable affiche le taux de faible revenu le moins élevé de la région (5,6 %). Au cours de la période 2010-2014, le taux de faible revenu des familles est en diminution dans toutes les MRC : Nicolet-Yamaska (– 1,5 point), Arthabaska (– 1,4 point), Drummond (– 1,0 point), L'Érable (– 1,0 point), Bécancour (– 0,7 point).

Tableau 3.1.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, MRC du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2010-2014

	2010	2011	2012	2013	2014	Écart 2014-2010
	%					points de pourcentage
L'Érable	6,6	5,7	5,4	5,5	5,6	– 1,0
Bécancour	7,2	6,8	6,1	6,2	6,5	– 0,7
Arthabaska	7,4	6,6	6,1	6,0	5,9	– 1,4
Drummond	8,4	8,0	7,5	7,5	7,4	– 1,0
Nicolet-Yamaska	8,1	7,3	6,5	6,6	6,6	– 1,5
Centre-du-Québec	**7,8**	**7,2**	**6,7**	**6,6**	**6,6**	**– 1,1**
Ensemble du Québec	**9,3**	**8,8**	**8,3**	**8,2**	**8,2**	**– 1,0**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
Source : Statistique Canada, fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2014, ce taux est 6,2 fois plus élevé pour les familles monoparentales (24,6 %) que pour les couples (4,0 %). Entre 2010 et 2014, le taux diminue de 2,0 points pour les familles monoparentales, comparativement à une baisse de 0,9 point pour les couples. C'est la MRC de Drummond qui affiche le taux de faible revenu des familles monoparentales le plus élevé de la région en 2014 (27,4 %). Mentionnons que le taux le plus bas pour ce type de famille revient à la MRC de L'Érable (17,3 %). Toujours en 2014, on dénombre dans la région 4 550 familles à faible revenu, dont 2 170 sont monoparentales et 2 380 sont des couples.

Tableau 3.1.2

Taux de faible revenu selon le type de famille, Centre-du-Québec, 2010-2014

	2010	2011	2012	2013	2014	Écart 2014-2010
	%					points de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**7,8**	**7,2**	**6,7**	**6,6**	**6,6**	**– 1,1**
Famille comptant un couple	**4,9**	**4,4**	**4,2**	**4,1**	**4,0**	**– 0,9**
Sans enfants	5,2	4,7	4,4	4,4	4,1	– 1,0
Avec 1 enfant	4,4	3,8	3,8	3,9	3,9	– 0,6
Avec 2 enfants	3,6	3,2	3,1	2,9	2,5	– 1,1
Avec 3 enfants et plus	6,9	6,3	5,6	5,9	6,0	– 0,8
Famille monoparentale	**26,7**	**25,8**	**23,3**	**23,6**	**24,6**	**– 2,0**
Avec 1 enfant	23,4	23,3	20,9	21,3	21,7	– 1,7
Avec 2 enfants	27,9	25,7	23,6	23,6	25,1	– 2,8
Avec 3 enfants et plus	44,8	41,1	35,4	35,0	39,4	– 5,4

Source : Statistique Canada, fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3.2 Revenu médian des familles

De 2013 à 2014, le revenu médian après impôt des familles comptant un couple, exprimé en dollars constants, augmente de 1,1 % dans la région du Centre-du-Québec. Cette augmentation est plus élevée que celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 0,7 %). On constate que toutes les MRC profitent d'une croissance réelle : L'Érable (+ 2,5 %), Nicolet-Yamaska (+ 1,3 %), Drummond (+ 1,2 %), Arthabaska (+ 0,9 %), Bécancour (+ 0,3 %). Aussi, la région est en retard par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2014, le revenu médian après impôt des familles comptant un couple s'y établit à 62 030 $, comparativement à 68 570 $ au Québec. Toutes les MRC de la région enregistrent en 2014 un revenu inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Tableau 3.2.1

Revenu médian après impôt des familles comptant un couple, MRC du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2013-2014

	2013	2014	Variation 2014/2013
	$ constants de 2014		%
L'Érable	57 198	58 610	2,5
Bécancour	63 393	63 580	0,3
Arthabaska	61 933	62 460	0,9
Drummond	61 730	62 490	1,2
Nicolet-Yamaska	60 757	61 570	1,3
Centre-du-Québec	**61 376**	**62 030**	**1,1**
Ensemble du Québec	**68 078**	**68 570**	**0,7**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
Source : Statistique Canada, fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Quant au revenu médian après impôt des familles monoparentales, il diminue de 0,8 %, et d'ailleurs cette baisse est égale à celle enregistrée à l'échelle du Québec. Une croissance réelle est observée entre ces deux années dans la MRC de L'Érable (+ 1,1 %). À l'inverse, une décroissance réelle est constatée dans les MRC d'Arthabaska (– 1,8 %), de Drummond (– 1,4 %), de Nicolet-Yamaska (– 0,9 %) et de Bécancour (– 0,2 %). Mais, là encore, la région tire de l'arrière par rapport à l'ensemble du Québec, car en 2014 le revenu médian après impôt des familles monoparentales y est de 39 080 $, contre 41 270 $ pour le Québec. Toutes les MRC de la région enregistrent en 2014 un revenu inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Tableau 3.2.2

Revenu médian après impôt des familles monoparentales, MRC du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2013-2014

	2013	2014	Variation 2014/2013
	$ constants de 2014		%
L'Érable	40 204	40 650	1,1
Bécancour	40 893	40 830	– 0,2
Arthabaska	40 275	39 570	– 1,8
Drummond	38 277	37 750	– 1,4
Nicolet-Yamaska	40 620	40 250	– 0,9
Centre-du-Québec	**39 393**	**39 080**	**– 0,8**
Ensemble du Québec	**41 623**	**41 270**	**– 0,8**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
Source : Statistique Canada, fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Marché du travail

4.1 Population active, emploi et chômage

par Marc-André Demers[1], Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Les données présentées dans cette section sont des estimations tirées de l'*Enquête sur la population active* (EPA) et fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées sur des territoires plus grands (provincial, national). En outre, les estimations se caractérisent également par une variabilité d'autant plus importante lorsqu'elles sont ventilées selon le sexe, l'âge, l'industrie, etc.

Dans cette section, la période analysée est 2006-2016. Des coefficients de variation (CV) approximatifs ont été produits à partir du modèle élaboré par Statistique Canada dans son *Guide de l'Enquête sur la population active* (numéro au catalogue 71-543-G, section 7 : *Qualité des données*) pour les données de l'emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le secteur d'activité. L'approche utilisée étant prudente, les CV calculés tendent à être surestimés. Pour les autres données, les CV fournis par Statistique Canada ont été utilisés. Des tests statistiques ont été réalisés avec un niveau de confiance de 95 %, afin de vérifier si les différences étaient significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse.

Il est à noter que les données régionales de l'EPA portent sur le lieu de résidence des personnes en emploi et non pas sur leur lieu de travail.

En 2016, le nombre d'emplois dans la région du Centre-du-Québec dépasse la barre des 120 000. Le taux d'emploi (61,1 %) a peu varié par rapport à 2006 et s'établit à un niveau se rapprochant de celui de l'ensemble du Québec (60,0).

L'emploi à temps plein varie peu comparativement à 2006, alors que celui à temps partiel progresse (+ 4 800). La part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total s'établit à environ 20 % en 2016.

Une analyse selon le sexe, le groupe d'âge et le secteur d'activité ne montre aucune variation significative de l'emploi entre 2006 et 2016.

Ce sont environ 130 000 personnes qui composent la population active de la région en 2016. Le taux d'activité varie peu au cours des dix dernières années et se fixe à 64,5 % en 2016. En ce qui concerne le taux de chômage, tout comme en 2006, il demeure à un niveau inférieur à celui de l'ensemble du Québec (5,3 % et 7,1 %, respectivement, dans la région).

1. Avec la collaboration de Julie Rabemananjara.

Tableau 4.1.1

Caractéristiques du marché du travail, Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2006, 2015 et 2016

	Centre-du-Québec				Ensemble du Québec	
	2006	2015	2016	Écart 2016-2006	2006	2016
			k			
Population active	125,5	124,9	129,8	4,3	4 071,5	4 448,3
Emploi	116,3	116,4	122,9	6,6	3 743,1	4 133,1
Régime de travail						
Emploi à temps plein	97,0	93,8	98,7	1,7	3 057,3	3 344,0
Emploi à temps partiel	19,4	22,7	24,2	4,8†	685,8	789,1
Groupe d'âge						
15-29 ans	31,6	27,5	30,8	– 0,8	967,5	977,7
30 ans et plus	84,7	88,9	92,1	7,4	2 775,6	3 155,4
Sexe						
Hommes	63,4	62,5	65,1	1,7	1 990,9	2 148,6
Femmes	52,9	54,0	57,8	4,9	1 752,2	1 984,6
Secteur d'activités						
Secteur des biens	45,6	39,7	42,8	– 2,8	900,3	844,4
Secteur des services	70,8	76,7	80,1	9,3	2 842,8	3 288,7
Chômeurs	9,1	8,4	6,9	– 2,2	328,4	315,2
	%			Écart (points de %)	%	
Taux d'activité	68,5	62,3	64,5	– 4,0	65,4	64,6
Taux de chômage	7,3	6,7	5,3	– 2,0	8,1	7,1††
Taux d'emploi	63,5	58,1	61,1	– 2,4	60,1	60,0
Part de l'emploi à temps partiel	16,7	19,5	19,7	3,0	18,3	19,1

† Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
†† Différence significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4.2 Nombre, taux de travailleurs et revenu d'emploi

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Cette section donne un aperçu de la situation du marché du travail dans les municipalités régionales de comté (MRC) du Centre-du-Québec en 2015, de son évolution par rapport à 2014 et des principales disparités observées entre les MRC. Les données sont analysées sous l'angle de trois indicateurs : le nombre et le taux de travailleurs ainsi que le revenu d'emploi médian des déclarants de 25 à 64 ans. Pour plus d'explications sur ces concepts, le lecteur est invité à consulter la section Concepts et définitions, à la fin de ce bulletin.

Les indicateurs présentés dans cette section ont été construits par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) à partir des statistiques fiscales des particuliers de Revenu Québec. À cet égard, ces données ne peuvent pas être comparées à celles de la section précédente de ce chapitre consacré au marché du travail. Ces dernières proviennent de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, réalisée par échantillonnage auprès des ménages, ce qui les rend sujettes à des variations qui ne permettent pas une ventilation à une échelle aussi fine que celle des MRC. Les données de l'ISQ, analysées dans les lignes qui suivent, sont extraites de renseignements fiscaux contenus dans les déclarations de revenus des particuliers. Elles ne se prêtent donc pas aux erreurs d'échantillonnage et sont suffisamment précises pour une analyse par MRC.

Pour des explications détaillées sur la méthodologie et la révision de la méthode d'estimation du nombre et du taux de travailleurs ainsi que du revenu d'emploi, veuillez consulter l'édition parue en avril 2016 du *Bulletin Flash. Évolution du marché du travail dans les MRC*, produit par l'ISQ (p. 8-11).

Nombre de travailleurs

Selon les données provisoires, le nombre de travailleurs de 25 à 64 ans s'élève à 95 912 dans la région du Centre-du-Québec en 2015, en hausse de 1,6 % par rapport à l'année précédente. À l'intérieur de la région, la situation du marché du travail évolue de façon différente, même si les cinq MRC que compte le Centre-du-Québec connaissent toutes une croissance. En fait, dans chacune des MRC de la région, le nombre de travailleurs s'est accru à un rythme supérieur à celui de l'ensemble du Québec (+ 1,1 %). La plus forte hausse est enregistrée dans L'Érable (+ 2,2 %), suivie par Nicolet-Yamaska et Drummond (1,8 % chacune). Dans toutes les MRC, le nombre de travailleurs est en hausse tant chez les hommes que chez les femmes. La hausse se manifeste toutefois plus fortement chez les femmes dans Drummond, et chez les hommes dans Bécancour et Nicolet-Yamaska.

Taux de travailleurs

En 2015, le taux de travailleurs croît dans toutes les MRC du Centre-du-Québec et, dans chacune d'elles, la croissance dépasse celle du Québec (+ 0,2 point). La hausse du taux de travailleurs est particulièrement marquée dans L'Érable (+ 0,9 point) et Bécancour (+ 0,6 point). D'ailleurs, pour la MRC de L'Érable, il s'agit d'une sixième hausse annuelle consécutive et, en 2015, elle est la seule dans la région à voir son taux de travailleurs (77,5 %) dépasser celui enregistré pour l'ensemble du Québec (76,1 %). À l'opposé, Bécancour continue d'enregistrer le taux de travailleurs le plus bas de la région (72,5 %).

Par ailleurs, en 2015, le taux de travailleurs est supérieur chez les hommes dans toutes les MRC du Centre-du-Québec. C'est dans L'Érable que l'écart est le plus prononcé entre les femmes et les hommes, soit une différence de 7,8 points de pourcentage à l'avantage de ces derniers. Entre 2010 et 2015, la disparité entre les sexes, au chapitre du taux de travailleurs, s'est estompée dans tous les territoires supralocaux de la région, à l'exception de L'Érable où l'écart est demeuré inchangé.

Revenu d'emploi médian

Dans le Centre-du-Québec, le revenu d'emploi médian des déclarants de 25 à 64 ans s'est accru de 2,4 %, pour s'établir à 35 351 $ en 2015. Tous les territoires supralocaux de la région profitent de cette croissance, bien qu'à des degrés divers. La hausse la plus forte est notée dans Nicolet-Yamaska (+ 3,6 %). Par contre, Bécancour (+ 1,5 %) est la MRC où le revenu d'emploi progresse le plus faiblement par rapport à 2014.

En 2015, la MRC de Drummond arrive en tête dans la région avec un revenu d'emploi médian de 36 195 $, suivie par Bécancour (35 741 $). À l'opposé, L'Érable (33 282 $) et Nicolet-Yamaska (33 912 $) présentent les revenus d'emploi les plus faibles. Notons à ce sujet que le Centre-du-Québec est, de toutes les régions du Québec, celle qui révèle le moins de disparité entre la MRC ayant le revenu d'emploi le plus élevé et celle où il est le plus bas.

Dans tous les territoires supralocaux du Centre-du-Québec, le revenu d'emploi médian des hommes est supérieur à celui des femmes. L'écart selon le sexe varie d'une MRC à l'autre, et c'est dans celle de L'Érable que la différence est la plus marquée. Les femmes y gagnent en effet 29,4 %[1] de moins que les hommes. L'écart est également prononcé dans Drummond (26,7 %). À l'inverse, c'est dans Nicolet-Yamaska que l'on note le moins de différence (24,2 %). Entre 2010 et 2015, la disparité entre le revenu des hommes et celui des femmes s'est estompée dans toutes les MRC de la région, en particulier dans Bécancour et Arthabaska.

Tableau 4.2.1

Nombre, taux et revenu d'emploi médian des travailleurs de 25 à 64 ans, MRC[1] du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2014 et 2015

MRC	Nombre de travailleurs			Taux de travailleurs			Revenu d'emploi médian		
	2014r	2015p	Variation 2015/2014	2014r	2015p	Écart 2015-2014	2014r	2015p	Variation 2015/2014
	n		%	%		points de pourcentage	$		%
L'Érable	9 233	9 437	2,2	76,6	77,5	0,9	32 389	33 282	2,8
Hommes	5 038	5 150	2,2	80,2	81,2	1,0	37 397	38 482	2,9
Femmes	4 195	4 287	2,2	72,8	73,4	0,6	26 632	27 150	1,9
Bécancour	7 796	7 893	1,2	71,9	72,5	0,6	35 203	35 741	1,5
Hommes	4 112	4 182	1,7	73,7	74,2	0,5	39 957	40 818	2,2
Femmes	3 684	3 711	0,7	70,0	70,7	0,7	29 907	30 619	2,4
Arthabaska	28 189	28 550	1,3	75,3	75,7	0,4	34 627	35 294	1,9
Hommes	14 733	14 899	1,1	77,5	77,8	0,3	39 650	40 431	2,0
Femmes	13 456	13 651	1,4	73,1	73,5	0,4	29 047	29 951	3,1
Drummond	40 129	40 862	1,8	74,0	74,5	0,5	35 307	36 195	2,5
Hommes	21 096	21 409	1,5	76,7	77,0	0,3	40 454	41 406	2,4
Femmes	19 033	19 453	2,2	71,3	71,8	0,5	29 888	30 370	1,6
Nicolet-Yamaska	9 011	9 170	1,8	74,6	75,1	0,5	32 744	33 912	3,6
Hommes	4 782	4 890	2,3	76,6	77,5	0,9	37 561	38 376	2,2
Femmes	4 229	4 280	1,2	72,5	72,5	0,0	28 013	29 096	3,9
Centre-du-Québec	**94 358**	**95 912**	**1,6**	**74,5**	**75,0**	**0,5**	**34 513**	**35 351**	**2,4**
Hommes	49 761	50 530	1,5	77,0	77,5	0,5	39 515	40 371	2,2
Femmes	44 597	45 382	1,8	72,0	72,4	0,4	29 046	29 778	2,5
Ensemble du Québec	**3 297 231**	**3 331 883**	**1,1**	**75,9**	**76,1**	**0,2**	**38 556**	**39 332**	**2,0**
Hommes	1 694 381	1 710 104	0,9	77,9	78,0	0,1	43 427	44 388	2,2
Femmes	1 602 850	1 621 779	1,2	73,8	74,1	0,3	34 261	34 932	2,0

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2015.
Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

1. L'écart entre les sexes est défini ici comme la différence entre le revenu d'emploi médian des hommes et celui des femmes, divisée par le revenu d'emploi médian des hommes. Il est exprimé en pourcentage.

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

Le Centre-du-Québec enregistre un PIB de 8,6 G$ en 2015. Ce montant occupe 2,4 % de l'économie du Québec (351,1 G$), ce qui place la région au 12e rang en termes d'importance économique.

Le PIB du Centre-du-Québec enregistre une augmentation annuelle de 1,4 %, à la suite d'une baisse de 1,6 % en 2014. Le taux de croissance annuel moyen entre 2007 et 2015 est de 1,3 % dans la région, alors qu'il est de 2,7 % dans l'ensemble du Québec. Le Québec (+ 2,4 %) affiche également un meilleur taux que le Centre-du-Québec pour 2015.

Produit intérieur brut par industrie

Le secteur des biens accapare 40,1 % du PIB régional, et c'est notamment le groupe de la fabrication qui occupe une place importante dans l'économie du Centre-du-Québec (22,7 % du PIB). En 2015, les industries productrices de biens font un bond de 2,0 %, à la suite de trois baisses annuelles consécutives. Malgré cela, leur taux de croissance annuel moyen au cours des huit dernières années est négatif (– 0,7 %). De son côté, le secteur des services croît de 0,9 % et augmente en moyenne de 2,8 % par année depuis 2007.

La hausse du secteur des biens découle en grande partie de celle des bases économiques de la fabrication. En effet, la fabrication du papier (+ 20,2 %), celle de produits en plastique et en caoutchouc (+ 15,3 %) et celle de produits en bois (+ 13,3 %) affichent de fortes augmentations. La fabrication d'aliments et celle de produits chimiques connaissent une hausse de 8,6 % et 7,5 %, tout comme la fabrication de machines et celle de produits métalliques, qui augmentent respectivement de 5,5 % et 4,8 %. Quant aux activités diverses de fabrication (+ 13,1 %) et à la fabrication de meubles et de produits connexes (+ 1,2 %), elles reprennent la voie de la croissance en 2015. Pour leur part, les deux bases économiques du groupe de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse affichent des résultats opposés : une hausse pour les activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie (+ 17,1 %) et une baisse pour les cultures agricoles et l'élevage (– 1,7 %). Les services publics reculent également de 7,0 % en 2015.

On n'observe qu'une seule base économique dans le secteur des services du Centre-du-Québec et celle-ci est en hausse. De fait, le commerce de gros augmente de 2,1 %. D'autres industries importantes en termes de part dans le PIB connaissent aussi une hausse de leur production, soit le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 3,7 %) et le commerce de détail (+ 0,7 %), tandis que les soins de santé et l'assistance sociale (– 6,0 %) et les services d'enseignement (– 1,5 %) enregistrent une baisse.

Tableau 5.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industrie, Centre-du-Québec, 2007, 2014 et 2015

	2007[r]	2014[rr]	2015[p]	Part de l'industrie en 2015	Taux de croissance annuel moyen 2015/2007	Variation 2015/2014
	k$			%		
Ensemble des industries	**7 759 161**	**8 455 874**	**8 570 631**	**100,0**	**1,3**	**1,4**
Secteur de production de biens	**3 634 301**	**3 367 041**	**3 435 804**	**40,1**	**– 0,7**	**2,0**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	356 465	402 035	401 333	4,7	1,5	– 0,2
Cultures agricoles et élevage	324 773	359 310	353 204	4,1	1,1	– 1,7
Foresterie et exploitation forestière	x	x	x	...	...	...
Pêche, chasse et piégeage	x	x	x	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	19 009	30 991	36 282	0,4	8,4	17,1
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	23 284	32 240	26 571	0,3	1,7	– 17,6
Services publics	496 280	599 512	557 454	6,5	1,5	– 7,0
Construction	376 225	512 248	502 746	5,9	3,7	– 1,9
Fabrication	2 382 048	1 821 005	1 947 701	22,7	– 2,5	7,0
Fabrication d'aliments	297 805	327 280	355 394	4,1	2,2	8,6
Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	x	x	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	42 373	x	x	...	...	...
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	x	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en bois	157 947	132 191	149 714	1,7	– 0,7	13,3
Fabrication du papier	175 453	204 453	245 743	2,9	4,3	20,2
Impression et activités connexes de soutien	32 260	x	x	...	...	...
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	x	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	107 609	88 968	95 616	1,1	– 1,5	7,5
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	55 365	58 765	67 749	0,8	2,6	15,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	x	48 353	45 823	0,5	...	– 5,2
Première transformation des métaux	640 764	x	x	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	155 267	189 386	198 504	2,3	3,1	4,8
Fabrication de machines	209 943	278 300	293 510	3,4	4,3	5,5
Fabrication de produits informatiques et électroniques	x	30 223	29 840	0,3	...	– 1,3
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	x	21 154	19 866	0,2	...	– 6,1
Fabrication de matériel de transport	107 046	131 484	143 096	1,7	3,7	8,8
Fabrication de meubles et de produits connexes	109 848	87 572	88 603	1,0	– 2,7	1,2
Activités diverses de fabrication	45 413	28 259	31 966	0,4	– 4,3	13,1
Secteur des services	**4 124 860**	**5 088 834**	**5 134 827**	**59,9**	**2,8**	**0,9**
Commerce de gros	566 590	702 325	717 334	8,4	3,0	2,1
Commerce de détail	422 170	485 710	489 079	5,7	1,9	0,7
Transport et entreposage	329 414	337 244	345 141	4,0	0,6	2,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	99 475	115 580	117 911	1,4	2,1	2,0
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	894 829	1 094 093	1 134 900	13,2	3,0	3,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	168 247	250 336	256 564	3,0	5,4	2,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	127 235	189 676	184 398	2,2	4,7	– 2,8
Services d'enseignement	415 417	485 942	478 851	5,6	1,8	– 1,5
Soins de santé et assistance sociale	533 807	691 433	650 049	7,6	2,5	– 6,0
Arts,spectacles et loisirs	29 882	34 572	35 467	0,4	2,2	2,6
Hébergement et services de restauration	155 010	159 954	189 353	2,2	2,5	18,4
Autres services, sauf les administrations publiques	143 492	199 201	198 404	2,3	4,1	– 0,4
Administrations publiques	239 293	342 768	337 377	3,9	4,4	– 1,6

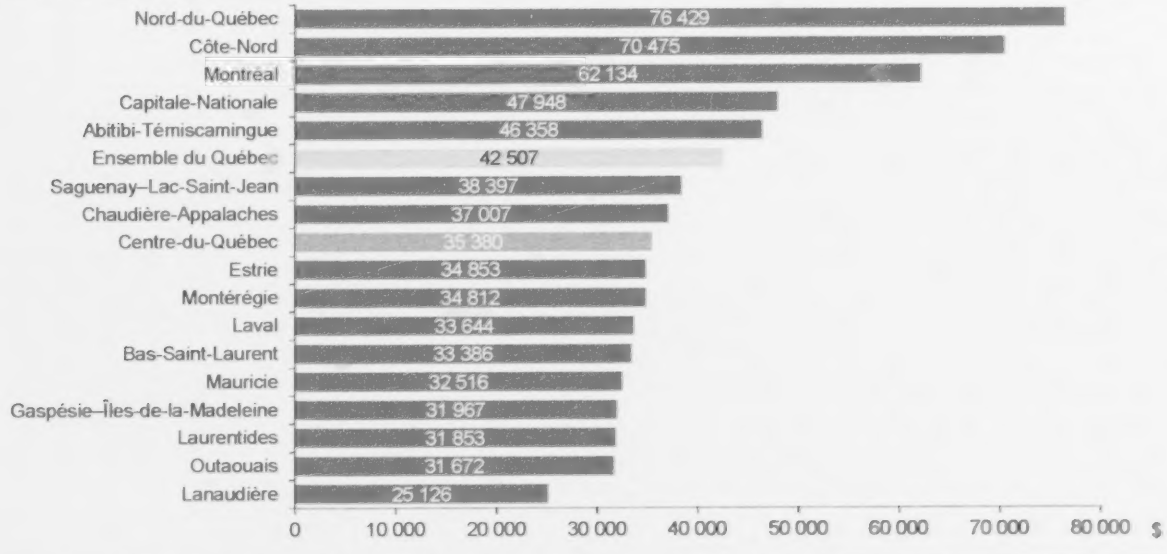
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. Le PIB par habitant de la région administrative du Centre-du-Québec se chiffre à 35 380 $ en 2015, ce qui représente une hausse de 0,9 % par rapport à l'année précédente. De son côté, l'ensemble du Québec affiche un PIB par habitant de 42 507 $, soit une croissance annuelle de 1,9 %.

Figure 5.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2015



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec, Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

5.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir crû de 1,6 % en 2014, le revenu disponible par habitant du Centre-du-Québec progresse de façon plus marquée en 2015, soit de 4,8 %. Il s'agit de la deuxième plus forte augmentation au Québec. Cette accélération est attribuable, entre autres, à la hausse plus rapide de la rémunération des salariés et au redressement du revenu net de la propriété. Au Québec, le taux de croissance est plus faible que celui de la région et se situe à 2,7 %.

En dépit de cette forte croissance, le Centre-du-Québec continue d'accuser un retard par rapport à la moyenne québécoise. En 2015, le revenu disponible par habitant s'y établit à 24 888 $, comparativement à 26 857 $ dans la province. L'écart de revenu s'est néanmoins grandement estompé au fil des années ; il est passé de 2 440 $ en 2009 à moins de 2 000 $ en 2015. Parmi les 17 régions administratives, le Centre-du-Québec se classe au 13e rang, tout juste devant la Mauricie (24 477 $) mais derrière le Saguenay–Lac-Saint-Jean (25 331 $).

Tableau 5.2.1

Comparaison du revenu disponible par habitant et de ses principales composantes, Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2015

	Centre-du-Québec	Ensemble du Québec	Écart de la région par rapport au Québec
		$/hab.	
Revenu primaire	**27 256**	**32 317**	**– 5 061**
Rémunération des salariés	21 501	25 296	– 3 795
Revenu mixte net	2 656	3 557	– 902
Revenu agricole net	368	88	280
Revenu non agricole net	1 144	1 714	– 570
Revenu de location	1 144	1 756	– 612
Revenu net de la propriété	3 100	3 464	– 365
Plus :			
Transferts courants reçus	**8 810**	**8 609**	**201**
Des administrations publiques	6 831	6 166	665
Administration fédérale	3 140	2 809	331
Administration provinciale	1 924	1 777	147
Administrations autochtones	1	4	– 4
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 766	1 576	190
Des sociétés financières	1 913	2 279	– 366
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	53	96	– 44
Des non-résidents	14	68	– 54
Moins :			
Transferts courants payés	**11 178**	**14 069**	**– 2 891**
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	253	348	– 95
Aux sociétés financières	3 093	4 114	– 1 022
Aux administrations publiques	7 799	9 447	– 1 647
Impôts directs des particuliers	4 712	6 242	– 1 530
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 530	2 674	– 143
Autres transferts courants aux administrations publiques	557	531	26
Aux non-résidents	33	160	– 127
Égal :			
Revenu disponible	**24 888**	**26 857**	**– 1 969**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Retraite Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec une certaine prudence

Les estimations sur le revenu disponible par habitant sont révisées régulièrement afin d'y intégrer les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Tant le numérateur (revenu disponible) que le dénominateur (estimation de la population) sont sujets à des révisions. Généralement, les révisions annuelles touchent les trois ou quatre années les plus récentes. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur, étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données administratives préliminaires. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation de l'évolution du revenu disponible par habitant pour les années les plus récentes. Pour en savoir davantage sur la révision des données, veuillez consulter l'édition de mars 2017 du *Bulletin Flash. Revenu disponible*.

Revenu primaire

Le retard de la région par rapport au Québec s'explique principalement par la faiblesse du revenu primaire, soit celui que tirent les particuliers de leur contribution à l'activité économique. La majeure partie du revenu primaire est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et traitements ainsi que les cotisations des employeurs aux régimes de l'assurance sociale et aux régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées. En 2015, la rémunération des salariés dans le Centre-du-Québec (21 501 $) demeure inférieure à celle du Québec (25 296 $). Depuis les quatre dernières années, la différence au chapitre de la rémunération des salariés entre ces deux entités géographiques tend néanmoins à s'estomper.

Le revenu mixte net continue aussi d'être plus faible dans le Centre-du-Québec (2 656 $) que dans l'ensemble du Québec (3 557 $). Cette composante englobe le revenu net de location ainsi que le revenu net des entreprises non constituées en société, dans lequel sont comptabilisées indissociablement la rémunération des travailleurs indépendants et la rétribution de leur capital.

La région tire aussi de l'arrière en ce qui a trait au revenu net de la propriété, lequel est composé en bonne partie de revenus de placement. Soulignons que parmi les 17 régions administratives, seules celles de Montréal, de la Capitale-Nationale et de la Montérégie affichent un revenu net de la propriété par habitant supérieur à celui de la province.

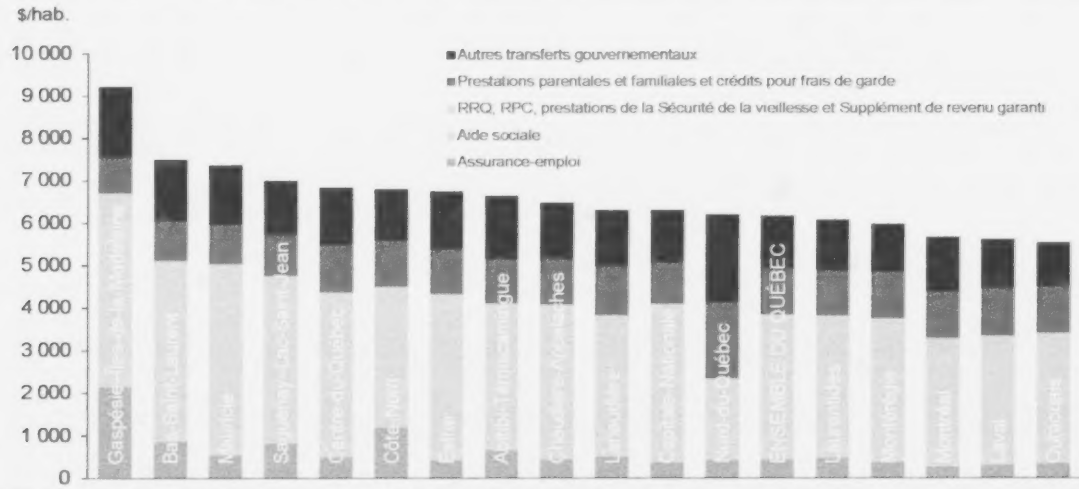
Transferts courants reçus

Le revenu primaire ne représente pas la seule source de revenus des particuliers. Ceux-ci reçoivent également des revenus sous forme de transferts en provenance des administrations publiques, des sociétés financières, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des non-résidents. Ces deux dernières composantes du revenu disponible représentent toutefois une source de revenus relativement négligeable pour les particuliers.

Il importe de souligner que sans l'intervention des administrations publiques par le biais des transferts courants aux particuliers, la différence entre la région et le Québec serait encore plus grande au chapitre du revenu disponible par habitant. À preuve, les différents ordres de gouvernement ont versé, à eux seuls, en prestations et crédits d'impôt remboursables, 6 831 $ par habitant dans le Centre-du-Québec en 2015, soit 665 $ de plus que dans l'ensemble du Québec. La région reçoit plus en transferts gouvernementaux, car ses résidents ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti et de la Régie des rentes du Québec (RRQ) sont particulièrement importantes dans le Centre-du-Québec, étant donné que la population y est relativement âgée.

Figure 5.2.1

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2015



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Retraite Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Les transferts en provenance des sociétés financières représentent, quant à eux, la deuxième plus grande composante des transferts courants reçus. Ils correspondent aux prestations des régimes de retraite des employeurs à prestations et à cotisations déterminées. En 2015, ces transferts sont demeurés moins élevés dans le Centre-du-Québec (1 913 $) que dans l'ensemble du Québec (2 279 $). Soulignons qu'en raison du vieillissement de la population, les transferts des sociétés financières sont l'une des composantes du revenu disponible qui ont augmenté le plus fortement au cours des dernières années dans la région.

Transferts courants payés

Pour calculer le revenu disponible, on déduit du revenu les transferts que paient les particuliers aux administrations publiques, aux sociétés financières, aux non-résidents ainsi qu'aux ISBLSM. Le revenu disponible représente ainsi le montant qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire, librement constituée.

En raison d'un revenu plus faible, les transferts payés aux gouvernements par les particuliers du Centre-du-Québec (7 799 $), sous forme d'impôt sur le revenu, de cotisations aux régimes d'assurance sociale et d'autres transferts, sont inférieurs à ceux payés par les résidents de l'ensemble du Québec (9 447 $). Notons que la part du revenu consacrée aux transferts payés par les particuliers aux administrations publiques a légèrement diminué dans le Centre-du-Québec entre 2014 et 2015.

En conformité avec les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique, les cotisations payées par les employés à un régime de retraite à prestations et à cotisations déterminées sont aussi déduites du revenu et sont considérées comme des transferts courants versés par les particuliers aux sociétés financières. Ces cotisations sont soustraites du revenu des particuliers, puisque l'adhésion des employés à ces deux types de régime de retraite est obligatoire lorsqu'ils sont offerts par l'employeur. En 2015, les résidents de la région ont cotisé, en moyenne, 3 093 $ à un régime de retraite à prestations et à cotisations déterminées, ce qui est nettement moins que dans l'ensemble de la province (4 114 $).

Évolution du revenu disponible dans les MRC

En 2015, toutes les MRC de la région du Centre-du-Québec connaissent une croissance du revenu disponible par habitant supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 2,7 %). La hausse la plus prononcée a été enregistrée dans celle de Drummond, où le revenu disponible progresse de 5,7 % en regard de 2014 grâce, notamment, au redressement marqué du revenu net de la propriété et à l'accroissement de la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible.

Malgré une croissance plus faible que dans les autres MRC, Bécancour présente, pour une cinquième année consécutive, le revenu disponible le plus élevé de la région, celui-ci s'établissant à 25 092 $. Suivent les territoires supralocaux de Drummond (25 042 $) et de Nicolet-Yamaska (24 977 $). Notons qu'aucune MRC du Centre-du-Québec ne présente un revenu disponible par habitant supérieur à celui du Québec (26 857 $) en 2015.

Tableau 5.2.2

Revenu disponible par habitant, MRC du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2011-2015

	2011	2012[r]	2013[r]	2014[r]	2015[p]	Variation 2015/2014	Taux de croissance annuel moyen 2015/2011
	$/hab.					%	
L'Érable	20 670	21 129	21 851	22 841	23 887	4,6	3,7
Bécancour	22 528	23 713	24 018	24 379	25 092	2,9	2,7
Arthabaska	22 292	23 270	23 892	23 987	24 911	3,9	2,8
Drummond	21 755	22 862	23 323	23 694	25 042	5,7	3,6
Nicolet-Yamaska	21 812	22 648	23 172	23 682	24 977	5,5	3,4
Centre-du-Québec	**21 878**	**22 864**	**23 392**	**23 755**	**24 888**	**4,8**	**3,3**
Ensemble du Québec	**24 393**	**25 153**	**25 677**	**26 152**	**26 857**	**2,7**	**2,4**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2015.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Retraite Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Enfin, les résidents des MRC de Bécancour et de Nicolet-Yamaska sont ceux qui reçoivent le plus en transferts des administrations publiques dans la région. En 2015, ils ont reçu, en moyenne, plus de 6 900 $ en prestations et crédits d'impôt remboursables. Les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la RRQ sont les principaux transferts dans ces trois territoires supralocaux. À l'opposé, c'est dans Drummond (6 703 $) que les transferts gouvernementaux par habitant sont les plus bas.

6. Investissements

par Guillaume Marchand, Direction des statistiques économiques

Les perspectives des dépenses en immobilisation pour 2017 ainsi que les données provisoires pour 2016, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2016, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles.

La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisation privées et publiques s'appuie essentiellement sur l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Afin d'améliorer la représentativité des données sur les dépenses en immobilisation régionales, de nouvelles sources sont utilisées, telles que le *Recensement de l'agriculture* de Statistique Canada et la *Liste des chantiers importants* de la Commission de la construction du Québec. Par conséquent, les données réelles pour 2013, 2014 et 2015 ont été révisées.

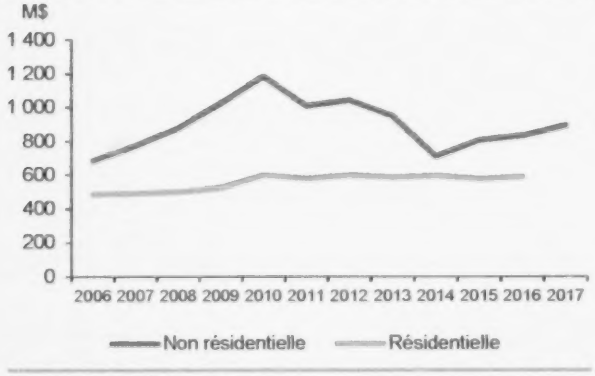
Selon les perspectives pour 2017, les dépenses en immobilisation non résidentielle du Centre-du-Québec devraient atteindre 894,8 M$, en hausse de 7,3 %. La région représenterait ainsi 2,3 % du total québécois (38,3 G$). Sa croissance est supérieure à celle de l'ensemble du Québec (+ 4,9 %), et elle arrive au neuvième rang parmi les 17 régions administratives en ce qui concerne la variation annuelle. D'après les données provisoires, les dépenses en immobilisation résidentielle se chiffrent à 588,8 G$ en 2016, en hausse de 2,0 %. Les dépenses en produits de propriété intellectuelle sont de 28,3 M$ en logiciel pour 2015.

Industries

Les industries productrices de biens, qui réalisent 55,6 % des dépenses en immobilisation régionales, sont en hausse de 7,4 % en 2017, pour atteindre 497,2 M$. Cette croissance est supérieure à celle de l'ensemble du Québec (+ 1,6 %). En valeur, la part de la région égale 3,8 % de l'ensemble du Québec (13,1 G$). Les dépenses en immobilisation de ces industries se concentrent principalement dans le secteur des services publics (226,1 M$), soit 45,5 % du total des industries productrices de biens et 25,3 % du total régional. L'agrandissement d'une usine du Groupe Canlac Laboratoires Abbott à Victoriaville, d'une

Figure 6.1

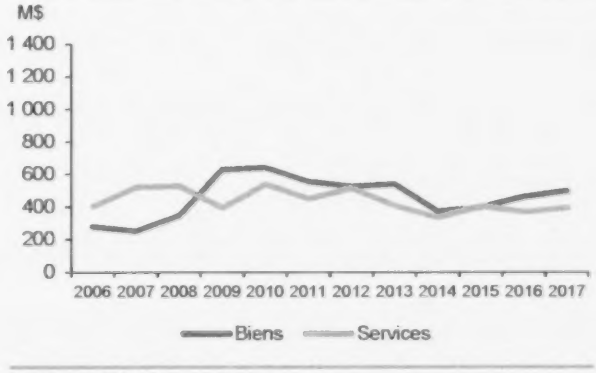
Dépenses en immobilisation, Centre-du-Québec, 2006-2017



Sources : Voir tableau 6.1.

Figure 6.2

Dépenses en immobilisation non résidentielle par industrie (SCIAN), Centre-du-Québec, 2006-2017



Sources : Voir tableau 6.1.

usine d'Emblème Canneberge à Sainte-Eulalie, d'une usine du Groupe Anderson à Chesterville, des installations de la Ferme des Voltigeurs à Drummondville ainsi que la construction d'une usine de torréfaction de biomasse d'Airex Énergie à Bécancour et d'une serre pour les Productions horticoles Demers à Drummondville sont quelques projets importants de la région.

Les dépenses en immobilisation dans les industries productrices de services, représentant un peu moins de la moitié de l'investissement régional (44,4 %), sont en hausse de 7,1 % en 2017 et se chiffrent à 397,6 G$. Cette croissance est supérieure à celle de l'ensemble du Québec (+ 6,6 %). En valeur, la part de la région égale 1,6 % de l'ensemble du Québec (25,2 G$). Les administrations publiques dominent, avec des dépenses en immobilisation prévues de 169,3 M$, soit 42,6 % du total des industries productrices de services et 18,9 % du total régional. Le déménagement du Métro Plus à Drummondville, la construction de la Microbrasserie Ô Quai des brasseurs à Bécancour et l'amélioration des installations de l'Aéroport régional André-Fortin de Victoriaville font partie des projets les plus importants de la région.

Privé et public

Le secteur privé, qui réalise 52,2 % des dépenses en immobilisation non résidentielle, est en croissance de 14,3 % en 2017, pour s'élever à 466,9 M$. Cette hausse contraste avec la baisse enregistrée à l'échelle provinciale (– 3,7 %). La région représente 2,6 % du secteur privé québécois (17,7 G$).

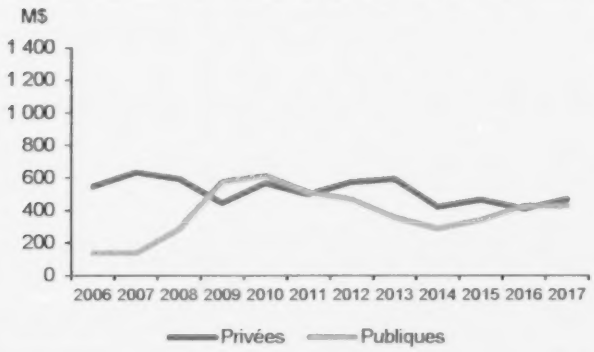
Les dépenses en immobilisation du secteur public affichent une hausse de 0,5 % en 2017, pour s'établir à 427,9 M$. Cette croissance est inférieure à celle de l'ensemble du Québec (+ 13,5 %). La région accapare 2,1 % des dépenses en immobilisation publiques au Québec (20,7 G$).

Type d'actif

Enfin, la construction compte pour 59,3 % des perspectives de dépenses en immobilisation en 2017 et le matériel et l'outillage pour 40,7 %, comparativement à 65,5 % et 34,5 % respectivement pour l'ensemble du Québec.

Figure 6.3

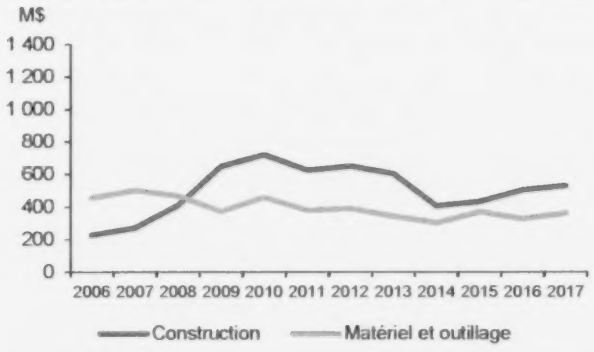
Dépenses en immobilisation non résidentielle, privées et publiques, Centre-du-Québec, 2006-2017



Sources : Voir tableau 6.1.

Figure 6.4

Dépenses en immobilisation non résidentielle selon le type d'actif, Centre-du-Québec, 2006-2017



Sources : Voir tableau 6.1.

Tableau 6.1

Dépenses en immobilisation, Centre-du-Québec, 2013-2017

	2013r	2014r	2015r	2016p	2017pe	Variation 2017/2016	Part relative dans la région	Part relative dans le Québec
	M$					%		
Non résidentielle	**948,1**	**710,7**	**806,9**	**834,1**	**894,8**	**7,3**	**100,0**	**2,3**
Industrie (SCIAN[1])								
Industries productrices de biens	538,8	373,0	400,2	463,1	497,2	7,4	55,6	3,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse[2]	88,2	80,0	73,0	68,1	65,9	– 3,2	7,4	9,9
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1,9	1,7	3,4	1,6	2,1	27,5	0,2	0,1
Services publics	249,9	101,8	118,8	227,5	226,1	– 0,6	25,3	3,5
Construction	27,9	24,8	31,9	22,9	23,2	1,5	2,6	2,7
Fabrication	171,0	164,7	173,1	143,0	179,8	25,8	20,1	5,0
Industries productrices de services	409,4	337,7	406,6	371,1	397,6	7,1	44,4	1,6
Commerce de gros	15,9	6,8	26,3	13,5	21,7	61,1	2,4	2,8
Commerce de détail	F	34,7	50,3	34,2	30,1	– 11,9	3,4	2,9
Transport et entreposage	22,4	11,3	8,0	19,6	31,2	59,2	3,5	0,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	15,3	39,0	36,5	32,6	36,6	12,3	4,1	1,5
Finance et assurances	x	2,7	4,8	4,0	3,2	– 20,2	0,4	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail	31,1	10,7	14,6	21,9	22,8	4,1	2,5	0,9
Services professionnels scientifiques et techniques	4,4	11,6	5,7	8,8	9,4	7,1	1,1	1,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	x	x	0,6	x	0,1	..	0,0	0,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	7,4	5,4	4,5	5,9	30,7	0,7	2,6
Services d'enseignement	48,2	44,9	42,7	26,7	23,8	– 10,8	2,7	1,3
Soins de santé et assistance sociale	x	17,0	17,1	15,6	20,1	29,5	2,3	0,8
Arts, spectacles et loisirs	0,7	2,4	1,8	9,2	5,2	– 43,4	0,6	1,0
Services d'hébergement et de restauration	F	15,3	26,3	20,0	14,4	– 28,0	1,6	2,3
Autres services (sauf les administrations publiques)[3]	x	x	4,5	x	3,7	..	0,4	2,3
Administrations publiques[4]	187,6	129,2	162,1	155,9	169,3	8,6	18,9	2,1
Type de propriété								
Privé	592,2	420,9	464,1	408,5	466,9	14,3	52,2	2,6
Public	355,9	289,8	342,7	425,7	427,9	0,5	47,8	2,1
Type d'actif								
Construction	603,5	406,0	432,8	503,8	530,5	5,3	59,3	2,1
Matériel et outillage	344,7	304,7	374,0	330,4	364,3	10,3	40,7	2,8
Résidentielle	**587,9**	**596,3**	**577,5**	**588,8**	..	..	..	**2,7**
Produits de propriété intellectuelle								
Prospection pétrolière, gazière et minérale	x	0,4	–	0,1	..	..	..	..
Logiciel	16,8	27,8	28,3	..	..	..	..	1,8

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

r : révisées ; p : provisoires; pe : perspectives.

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*.
2. Les dépenses en immobilisations pour la chasse et le piégeage sont exclues du total pour cette catégorie.
3. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur 814 « Ménages privés » du SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie.
4. Les dépenses en immobilisations pour les sous-secteurs 914 « Administrations publiques autochtones » et 919 « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux » du SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

7. Santé

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé dans cette section est celui des régions sociosanitaires, telles qu'elles ont été délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005 et modifiées en avril 2015. Deux différences sont à considérer entre ce découpage et celui des régions administratives : dans les régions sociosanitaires, 1) la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule région et 2) le Nord-du-Québec est divisé en trois régions, soit le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James. Par ailleurs, l'analyse dans cette section présente un portrait statistique de l'offre de services dans le système de santé au Québec en s'appuyant sur les données relatives au personnel de la santé.

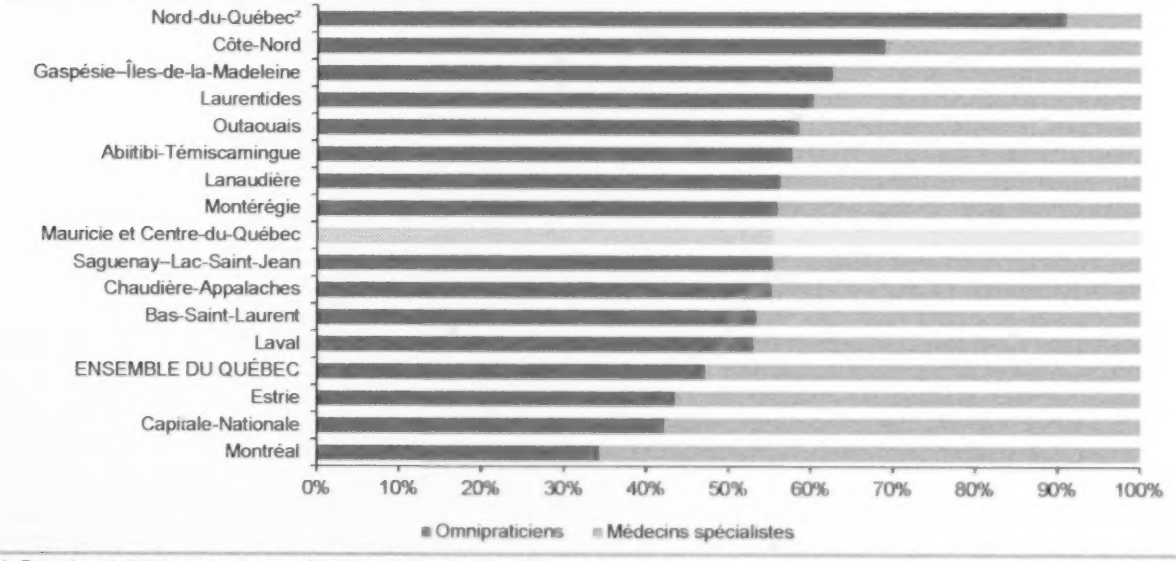
En 2015, dans la région de la Mauricie et Centre-du-Québec, le nombre de médecins s'établit à 998, ce qui représente un ratio de 2,0 pour 1 000 habitants[1]. Au Québec, le ratio est de 2,3 médecins pour 1 000 habitants.

Entre 2011 et 2015, le nombre de médecins a augmenté de 9,3 % dans la région de la Mauricie et Centre-du-Québec. Au Québec, il s'est accru de 9,5 %, portant l'effectif à 19 200. L'accroissement du nombre de médecins dans la région se reflète principalement chez les spécialistes (+ 10,7 %), mais aussi chez les omnipraticiens dont le nombre s'est accru de 8,2 % durant cette période. Au Québec, le nombre de spécialistes a augmenté plus rapidement que celui des omnipraticiens (10,3 % comparativement à 8,6 %).

En 2015, les omnipraticiens sont, en proportion, plus nombreux que les médecins spécialistes dans la région de la Mauricie et Centre-du-Québec (55,4% c. 44,6 %). À l'échelle du Québec, les omnipraticiens constituent 47,3 % de l'ensemble des médecins. En ce qui concerne les dentistes, ils étaient 176 dans la région en 2014, soit un ratio de 0,4 pour 1 000 habitants. Au Québec, le ratio était de 0,5.

Figure 7.1

Pourcentage des omnipraticiens et des spécialistes parmi l'ensemble des médecins[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2015



1. Dans les statistiques, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Régie de l'assurance maladie du Québec, 2017.

1. Pour plusieurs raisons, les ratios médecins/population par région ne doivent pas être interprétés comme des indicateurs d'accès aux services médicaux. Parmi ces raisons, la principale tient au fait que les populations de plusieurs régions reçoivent une partie importante des services qui leur sont fournis de médecins d'une région autre que celle dans laquelle elles résident.

Tableau 7.1

Nombre de médecins et de dentistes, région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2011, 2014 et 2015

	Nombre de médecins et dentistes[1]				Nombre pour 1 000 personnes[2]			
	2011	2014	2015	Variation 2015/2011	2011	2014	2015	Écart 2015-2011
	n			%	n pour 1 000 habitants			points pour 1 000
Mauricie et du Centre-du-Québec								
Total des médecins	**913**	**980**	**998**	**9,3**	**1,82**	**1,93**	**1,96**	**0,14**
Omnipraticiens	511	537	553	8,2	1,02	1,06	1,08	0,07
Spécialistes	402	443	445	10,7	0,80	0,87	0,87	0,07
Total des dentistes	**160**	**176**	..	...	**0,32**	**0,35**	..	...
Ensemble du Québec								
Total des médecins	**17 535**	**18 857**	**19 200**	**9,5**	**2,19**	**2,30**	**2,32**	**0,13**
Omnipraticiens	8 356	8 906	9 071	8,6	1,04	1,08	1,10	0,05
Spécialistes	9 179	9 951	10 129	10,3	1,15	1,21	1,23	0,08
Total des dentistes	**3 601**	**3 746**	..	...	**0,45**	**0,46**	..	...

1. Dans les statistiques, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, 2017.

Du côté du personnel infirmier, la région est desservie, en 2015-2016, par un effectif de 7 128 personnes travaillant dans le réseau de la santé et des services sociaux. Par rapport à 2011-2012, il s'agit d'une augmentation de 3,3 %. Cette croissance touche principalement les infirmières cliniciennes et praticiennes (+ 43,1 %), mais aussi les infirmières auxiliaires (+ 5,1 %) et les préposées aux bénéficiaires (+ 2,0 %), alors que le nombre d'infirmières décroît (– 9,7 %).

Tableau 7.2

Efectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier[1], région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2011-2012 à 2015-2016[2]

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2015-2016/ 2011-2012
	n					%
Mauricie et Centre-du-Québec	**6 898**	**7 083**	**7 190**	**7 119**	**7 128**	**3,3**
Infirmières	2 476	2 456	2 419	2 327	2 236	– 9,7
Infirmières cliniciennes et praticiennes	837	914	1 005	1 082	1 198	43,1
Infirmières auxiliaires	1 222	1 281	1 300	1 285	1 284	5,1
Préposées aux bénéficiaires	2 363	2 432	2 466	2 425	2 410	2,0
Nombre pour 1 000 habitants[3]	13,75	14,05	14,20	13,99	13,98	1,7
Ensemble du Québec	**109 629**	**111 285**	**112 973**	**113 342**	**113 657**	**3,7**
Infirmières	35 275	35 114	35 011	33 805	33 434	– 5,2
Infirmières cliniciennes et praticiennes	17 581	18 355	19 474	21 431	22 327	27,0
Infirmières auxiliaires	17 630	18 303	18 655	18 616	18 399	4,4
Préposées aux bénéficiaires	39 143	39 513	39 833	39 490	39 497	0,9
Nombre pour 1 000 habitants[3]	13,69	13,76	13,85	13,80	13,76	0,5

1. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel) et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC).
2. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population au 1er juillet de chaque année financière.

Note : Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère de la Santé et des Services sociaux, 2017.

8. Éducation

8.1 Taux de diplomation aux études collégiales

par Sophie Brehain, Institut de la statistique du Québec (Direction des statistiques sectorielles et du développement durable) et Jane-Hélène Gagnon, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Direction générale des statistiques, des études et de la géomatique)

Le taux de diplomation aux études collégiales présente les taux d'obtention cumulés des diplômes d'études collégiales (DEC) et des attestations d'études collégiales (AEC). Il est calculé pour des cohortes d'étudiants inscrits pour la première fois au collégial à un trimestre d'automne donné. Ces nouveaux inscrits au collégial étaient à l'enseignement ordinaire, dans un programme ou un cheminement conduisant à l'obtention d'un DEC et dans un établissement d'enseignement collégial de la région. Le taux est mesuré deux ans après la durée prévue des études du programme de DEC à la première inscription au collégial[1]. Seule la première sanction des études collégiales, diplôme ou attestation, obtenue par l'étudiant est considérée dans le calcul. La présente analyse porte sur les dernières cohortes pour lesquelles les données sont disponibles, soit celles des nouveaux inscrits au collégial aux trimestres d'automne de 2007 à 2010. Elle propose également une comparaison avec les nouveaux inscrits de la cohorte de l'automne 2001. Les taux de diplomation sont détaillés selon le type de formation (préuniversitaire, technique, accueil ou transition) du programme de DEC à la première inscription au collégial et selon le sexe.

Le taux de diplomation aux études collégiales des 1 220 étudiants nouvellement inscrits à l'ordre d'enseignement collégial à l'automne de 2010 dans l'ensemble des établissements de la région du Centre-du-Québec est de 60,5 %. Ce taux est en baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à la cohorte de 2001. Cette diminution est uniquement attribuable à la formation préuniversitaire.

Un taux de diplomation régional plus faible que le taux provincial

Les étudiants des établissements du Centre-du-Québec des cinq cohortes observées affichent un taux de diplomation aux études collégiales plus faible que celui de l'ensemble du Québec. Au Québec, sur les 57 806 nouveaux inscrits au collégial à l'automne de 2010, 63,6 % ont obtenu un diplôme ou une attestation d'études collégiales. Il s'agit du même taux que l'année précédente. Par ailleurs, depuis 2005, la tendance des taux de diplomation de la province est à la baisse.

Les femmes en tête

Comme à l'échelle provinciale, le taux de diplomation des étudiantes inscrites pour la première fois au collégial dans un établissement d'enseignement de la région du Centre-du-Québec est systématiquement plus élevé que celui des étudiants. L'écart le plus important chez les cohortes observées est constaté pour celle de l'automne 2001, où il s'élève à 18,8 points de pourcentage. Les dernières données disponibles, soit celles de 2010, montrent un écart de 8,5 points, avec un taux de diplomation de 64,4 % chez les étudiantes contre 55,9 % chez les étudiants. Il est à souligner que le phénomène est observé pour tous les types de formation, que ce soit dans la région du Centre-du-Québec ou dans l'ensemble du réseau collégial québécois.

Un meilleur taux de diplomation au DEC préuniversitaire

Des 684 nouveaux inscrits au collégial dans un DEC préuniversitaire à l'automne 2010, 65,9 % ont obtenu un diplôme ou une attestation d'études collégiales. Le taux de diplomation chez les 334 nouveaux inscrits au collégial dans un DEC technique la même année est plus faible, soit 62,6 %. Pour chaque cohorte, le nombre de nouveaux inscrits au collégial dans un cheminement en accueil ou transition est moins important (202 à l'automne 2010) que celui dans les programmes préuniversitaire ou technique. Ces étudiants sont également ceux qui connaissent les taux de diplomation les plus bas comparativement aux étudiants inscrits dans les deux autres types de formation de DEC (38,6 % pour la cohorte de 2010).

1. Soit au terme de quatre années écoulées depuis l'entrée au collégial pour les étudiants ayant commencé des études collégiales dans un programme de DEC en formation préuniversitaire, et après cinq années pour ceux dont le programme initial est un DEC de la formation technique ou un cheminement en accueil ou en transition.

Taux de diplomation dans le programme initial

En 2010, le taux de diplomation régional dans le programme où l'étudiant s'est initialement inscrit est de 42,0 %, comparativement à 47,3 % à l'échelle provinciale. Parmi les nouveaux inscrits au collégial dans la région du Centre-du-Québec, 14,3 % obtiennent une sanction dans un autre programme d'un autre type de formation et 4,1 %, dans un autre programme de la même formation.

Taux de diplomation du diplôme d'études professionnelles (DEP)

Parmi les étudiants n'ayant pas obtenu de diplôme d'études collégiales ni d'attestation d'études collégiales, un certain pourcentage obtient un diplôme d'études professionnelles (DEP) au cours de cette même période de deux ans après la durée prévue des études collégiales du programme de DEC initial. Chez la cohorte des nouveaux inscrits au collégial à l'automne 2010, dans les établissements de la région du Centre-du-Québec, 8,2 % des étudiants obtiennent un DEP. La prise en compte du pourcentage d'étudiants ayant obtenu un DEC ou une AEC (60,5 %) ainsi que de ceux ayant obtenu un DEP (8,2 %) porte à 68,7 % le pourcentage d'étudiants de la cohorte qui ont obtenu une qualification. À l'échelle du Québec, ce taux global de qualification des étudiants de la cohorte de 2010 est de 70,5 % (63,6 % ayant obtenu un DEC ou une AEC et 6,9 %, un DEP).

Tableau 8.1.1

Taux de diplomation aux études collégiales (DEC et AEC)[1] selon le type de formation à la première inscription au collégial et selon le sexe, Centre-du-Québec, cohortes inscrites en 2001 et 2007 à 2010

	2001	2007	2008	2009	2010
			%		
Préuniversitaire	**68,4**	**64,2**	**63,8**	**64,3**	**65,9**
Hommes	59,3	58,3	59,0	60,9	60,4
Femmes	73,3	67,8	66,6	66,8	69,5
Technique	**59,4**	**60,3**	**63,9**	**62,3**	**62,6**
Hommes	52,9	56,4	58,1	58,6	60,3
Femmes	69,7	67,0	71,8	66,4	65,2
Accueil ou transition	**36,8**	**41,6**	**34,6**	**38,9**	**38,6**
Hommes	27,4	30,5	33,0	32,5	38,1
Femmes	50,0	55,2	36,2	45,0	39,3
Ensemble des programmes	**61,6**	**60,4**	**59,4**	**59,1**	**60,5**
Hommes	**51,4**	**53,4**	**54,2**	**54,7**	**55,9**
Femmes	**70,2**	**66,4**	**63,4**	**62,9**	**64,4**

1. Enregistré deux ans après la durée prévue des études collégiales.
Note : À partir de l'automne 2004, les personnes possédant déjà une qualification qui s'inscrivent au collégial à la demande d'un ordre professionnel afin de satisfaire aux exigences de l'obtention ou du recouvrement du droit de pratique au Québec sont exclues.
Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

8.2 Nombre de diplômés au baccalauréat

par Marie-Hélène Provençal[1], Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Note méthodologique

Le nombre de diplômés au baccalauréat au Québec provient des données administratives du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Les bacheliers correspondent aux nouveaux titulaires d'un diplôme d'études universitaires du baccalauréat ayant obtenu leur diplôme au cours de l'année mentionnée. Les bacheliers du baccalauréat professionnel (médecine, art dentaire, etc.) sont inclus. La présente analyse s'intéresse à une partie des diplômés du baccalauréat, soit à ceux qui ont fait leurs études secondaires au Québec. Ceux-ci sont classés selon la région administrative de résidence déclarée au moment de leur dernière inscription en formation générale des jeunes (FGJ).

Les domaines d'études au baccalauréat se répartissent en quatre catégories : sciences de la santé, sciences pures et appliquées, sciences sociales et humaines et études plurisectorielles. Toutefois, si la personne cumule plus d'un domaine pendant sa formation, le domaine d'études est indéterminé.

Enfin, certaines révisions mineures ont été apportées aux données antérieures. Par conséquent, les données historiques présentées dans cette section prévalent sur celles diffusées dans l'édition 2016. Pour obtenir de plus amples précisions sur la source de données et ses limites et pour consulter l'analyse comparative du nombre de diplômés au baccalauréat entre les régions, veuillez vous référer au chapitre Éducation dans le *Panorama des régions du Québec, Édition 2017*.

Évolution du nombre de nouveaux bacheliers

En 2015, parmi les 29 732 nouveaux diplômés du baccalauréat au Québec ayant fait leurs études secondaires au Québec, 764 proviennent du Centre-du-Québec. Au cours de la période 2011 à 2015, la région voit le nombre de bacheliers augmenter à un taux annuel moyen de 1,8 %, passant de 712 à 764, alors qu'au Québec l'effectif a crû de 2,4 %. Sur une base annuelle, le nombre de diplômés fluctue comme dans la plupart des régions. Par rapport à 2014, le nombre de diplômés provenant du Centre-du-Québec affiche une hausse plus forte que celle observée au Québec (+ 1,6 % c. + 0,9 %).

Tableau 8.2.1

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et selon le sexe, Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2011-2015

	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014	Taux de croissance annuel moyen 2015/2011	Part de diplômés en 2015
	n					%		
Centre-du-Québec	**712**	**764**	**768**	**752**	**764**	**1,6**	**1,8**	**100,0**
Hommes	236	278	306	286	301	5,2	6,3	39,4
Femmes	476	486	462	466	463	– 0,6	– 0,7	60,6
Ensemble du Québec	**27 058**	**26 270**	**29 560**	**29 471**	**29 732**	**0,9**	**2,4**	**100,0**
Hommes	10 321	9 958	11 381	11 148	11 224	0,7	2,1	37,8
Femmes	16 737	16 312	18 179	18 323	18 508	1,0	2,5	62,2

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017.

1. Avec la collaboration de Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques.

La majorité des nouveaux diplômés sont des femmes, une tendance qui s'observe déjà depuis quelques années dans l'ensemble des régions du Québec. Dans la région du Centre-du-Québec, la proportion de nouveaux titulaires féminins d'un baccalauréat en 2015 est de 60,6 %. Cette proportion est inférieure à celle du Québec mais cette situation varie au cours de la période observée. Entre 2011 et 2015, le Centre-du-Québec enregistre une diminution du nombre de femmes diplômées, l'effectif féminin passant de 476 à 463, alors que celui des hommes croît de 236 à 301. L'année 2015 génère une décroissance du nombre de diplômées dans la région par rapport à 2014 (– 0,6 %), alors que l'on note une croissance de 5,2 % du côté des hommes.

Les domaines d'études au baccalauréat

Toutes régions confondues, le domaine d'études le plus populaire est celui des sciences sociales et humaines. Dans la région du Centre-du-Québec, la proportion de diplômés issus de ce domaine dépasse celle du Québec en 2015 (65,5 % c. 63,8 %). Contrairement à l'ensemble du Québec, les diplômés des sciences de la santé constituent le second groupe en importance dans la région (16,6 % c. 14,1 % au Québec), alors que le domaine des sciences pures et appliquées constitue le deuxième domaine d'études le plus populaire à l'échelle provinciale.

Tableau 8.2.2

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), le sexe et le domaine d'études[2], Centre-du-Québec, 2011-2015

	Domaine d'études				Total
	Sciences de la santé	Sciences pures et appliquées	Sciences sociales et humaines	Études plurisectorielles	
	%				n
Les deux sexes					
2011	15,0	16,5	64,9	3,7	712
2012	13,1	17,8	66,7	2,4	764
2013	14,5	16,3	66,0	3,3	768
2014	13,9	16,6	67,2	2,4	752
2015	16,6	15,2	65,5	2,6	764
Hommes					
2011	6,8	33,6	56,2	3,4	236
2012	5,8	34,5	57,6	2,2	278
2013	6,5	30,1	61,1	2,3	306
2014	7,4	30,3	59,5	2,8	286
2015	7,0	29,9	61,5	1,7	301
Femmes					
2011	19,0	8,0	69,2	3,8	476
2012	17,3	8,2	72,0	2,5	486
2013	19,7	7,1	69,3	3,9	462
2014	17,8	8,2	71,8	2,2	466
2015	22,9	5,6	68,2	3,2	463

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
2. Les pourcentages ont été calculés en excluant les diplômés indéterminés, les totaux en les incluant.
Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017.

À l'échelle du Québec et des régions, les femmes comme les hommes obtiennent en plus grand nombre leur diplôme du domaine des sciences sociales et humaines. Ainsi, pour la région du Centre-du-Québec en 2015, la proportion est de 68,2 % chez les femmes et de 61,5 % chez les hommes. À l'instar de ce qui est observé dans l'ensemble du Québec, les femmes tendent, plus que les hommes, à privilégier les sciences de la santé (22,9 % f c. 7,0 % h), alors qu'inversement, les hommes sont proportionnellement plus nombreux à réaliser leurs études de premier cycle universitaire dans le domaine des sciences pures et appliquées (5,6 % f c. 29,9 % h).

L'université de diplomation[2]

Les nouveaux bacheliers de la région du Centre-du-Québec obtiennent leur diplôme en 2015 principalement de trois universités : l'Université du Québec à Trois-Rivières (28,9 %), l'Université Laval (23,3 %) et l'Université de Sherbrooke (23,3 %). Parmi les autres institutions d'enseignement, notons que l'Université de Montréal décerne les diplômes à 7,9 % des bacheliers de la région et l'Université du Québec à Montréal en attribue à 6,3 %.

Tableau 8.2.3

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et l'université de diplomation, Centre-du-Québec, 2011-2015

		2011	2012	2013	2014	2015
Université Laval	%	19,5	19,9	21,4	19,7	23,3
Université de Montréal	%	9,3	9,6	7,6	7,7	7,9
École des hautes études commerciales de Montréal	%	1,4	1,7	—	1,2	1,4
École Polytechnique de Montréal	%	—	1,4	—	—	—
Université de Sherbrooke	%	22,6	24,3	22,1	24,7	23,3
Université du Québec à Montréal	%	8,6	6,3	8,6	7,6	6,3
Université du Québec à Trois-Rivières	%	29,8	25,7	26,8	29,1	28,9
Université du Québec à Chicoutimi	%	—	1,7	1,2	0,7	—
Université du Québec à Rimouski	%	—	0,9	—	1,6	1,6
Université du Québec en Outaouais	%	—	—	0,9	0,7	—
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	%	—	—	0,9	—	—
École de technologie supérieure	%	2,9	3,1	3,0	2,1	2,4
Télé-université	%	0,8	1,4	0,9	—	0,7
Université McGill	%	1,4	1,7	2,1	1,3	0,9
Université Concordia	%	1,3	1,0	2,2	1,7	0,8
Université Bishop's	%	—	—	1,0	0,8	1,2
Total	**n**	**712**	**764**	**768**	**752**	**764**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017.

2. Rappelons que les données concernent uniquement les diplômés résidant au Québec au moment de leur dernière inscription en formation générale des jeunes. Aussi, seuls les diplômés d'universités québécoises sont inclus.

9. Culture et communications

par Gaëtane Dubé, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En 2015, la région du Centre-du-Québec regroupe sur son territoire 33 salles de spectacles, plus de 10 institutions muséales[1], 8 librairies et 21 écrans répartis dans 3 cinémas. Cette région compte ainsi 23,9 établissements culturels par 100 000 habitants, soit un nombre supérieur à celui déterminé pour l'ensemble du Québec (17,9). L'infrastructure culturelle de cette région est supérieure au nombre établi pour l'ensemble du Québec en ce qui a trait aux salles de spectacles (13,6 établissements par 100 000 habitants comparativement à 7,5). Elle est presque équivalente au nombre établi pour l'ensemble du Québec en ce qui a trait aux institutions muséales (5,8 établissements par 100 000 habitants comparativement à 5,1) et aux écrans de cinéma (8,7 écrans par 100 000 habitants comparativement à 8,9). Par contre, le nombre de librairies est inférieur à celui établi pour l'ensemble du Québec (3,3 établissements par 100 000 habitants comparativement à 4,1).

Tableau 9.1

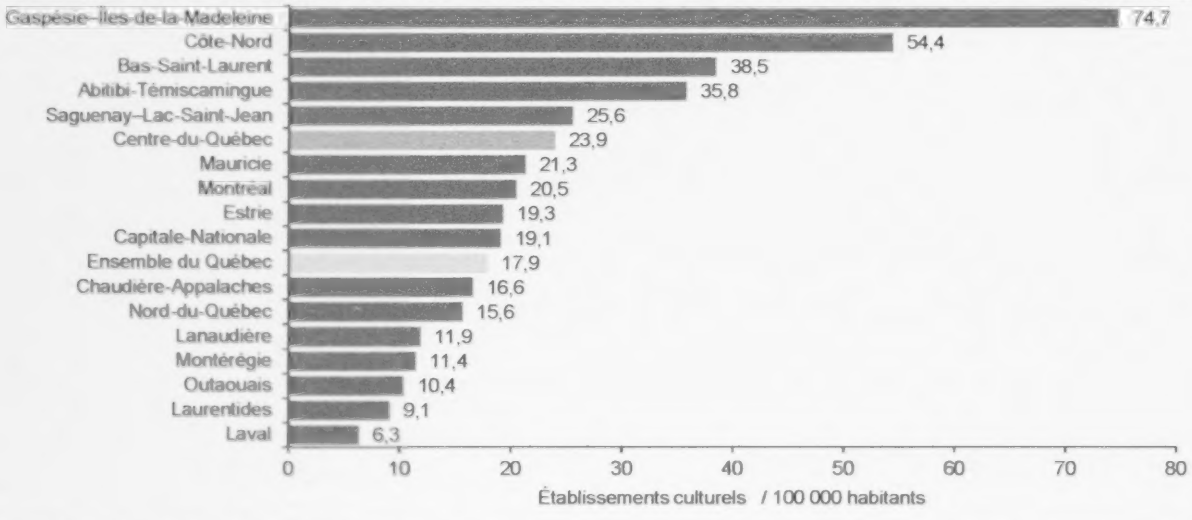
Nombre d'établissements culturels de divers types, Centre-du-Québec, 2014 et 2015

	Établissements		Ratio région/ Québec	Région	Ensemble du Québec
	2014	2015	2015	2015	
	n		%	Nombre d'établissements[1] par 100 000 habitants	
Salles de spectacles	18	33	5,3	13,6	7,5
Institutions muséales[2]	14	14	3,3	5,8	5,1
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	14	..	..	..	..
Bibliothèques publiques affiliées : points de services	57	..	..	..	..
Librairies	9	8	2,4	3,3	4,1
Cinémas et ciné-parcs	3	3	3,0	1,2	1,2
Écrans	21	21	2,9	8,7	8,9

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 9.1

Nombre d'établissements culturels[1] par 100 000 habitants, régions administratives et ensemble du Québec, 2015



1. Incluant les salles de spectacles, les institutions muséales, les librairies et les cinémas et ciné-parcs.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1 Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'Observatoire de la culture et des communications.

Les statistiques relatives aux activités culturelles montrent qu'en 2015 la fréquentation des spectacles payants en arts de la scène (558 entrées par 1 000 habitants) et des institutions muséales (1 144 entrées par 1 000 habitants) est meilleure qu'en 2014.

Tableau 9.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2014 et 2015

	Unité	Volume d'activité	Volume d'activité par 1 000 habitants				Ratio région/Qc (%)
			Centre-du-Québec		Ensemble du Québec		
		2015	2014	2015	2014	2015	2015
Spectacles payants en arts de la scène							
Représentations	n	327	1,3	1,3	2,1	2,1	1,9
Entrées	n	135 151	451	558	828	816	2,0
Assistance des cinémas							
Entrées	n	x	x	x	2 296	2 429	...
Fréquentation des institutions muséales							
Entrées	n	277 241	1 138	1 144	1 677	1 696	2,0
Ventes de livres par les librairies							
Ventes de livres neufs	$	6 580 284	26 586	27 164	48 414	47 198	1,7

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

DÉMOGRAPHIE

Âge médian
Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Âge moyen
Somme des âges des personnes composant une population rapportée à l'effectif total.

Rapport de féminité
Nombre de femmes pour 100 hommes.

Taux d'accroissement annuel moyen
Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

CONDITIONS DE VIE

Mesure du faible revenu
Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Taux de faible revenu des familles
Il correspond au nombre de familles à faible revenu divisé par le nombre total de familles.

Famille de recensement
Couple marié (avec ou sans enfants), couple en union libre (avec ou sans enfants) ou famille comptant un parent seul.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Chômeur
Personne disponible pour travailler, qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Emploi
Ensemble des personnes ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que celles absentes de leur travail, mais qui maintiennent un lien d'emploi. Ce terme regroupe les employés, les travailleurs autonomes ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

Population active
Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, en emploi ou en chômage.

Taux d'activité
Nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux d'emploi
Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux de chômage
Nombre de personnes au chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Déclarants
Personnes de 25 à 64 ans ayant produit une déclaration de revenus (formulaire TP-1) à Revenu Québec, qui étaient vivantes à la fin de l'année d'imposition et qui avaient inscrites sur le formulaire TP-1 une adresse de correspondance située au Québec. La presque totalité des adresses inscrites dans les déclarations de revenus correspondent à l'adresse de résidence du particulier au moment où celle-ci a été produite.

Taux de travailleurs
Nombre de travailleurs, exprimé en pourcentage du nombre de particuliers ayant produit une déclaration de revenus à Revenu Québec.

Nombre de travailleurs
Il correspond au nombre de salariés et de travailleurs autonomes, lesquels sont estimés en fonction des montants déclarés à Revenu Québec au titre de revenus d'emploi, d'entreprise, d'assurance-emploi, d'aide financière de dernier recours et de retraite. Plus précisément, un travailleur est une unité de décompte qui correspond à la part qu'occupent les revenus d'emploi et d'entreprise déclarés par un particulier sur la somme de ses revenus d'emploi, d'entreprise, d'assurance-emploi ajustés, d'aide financière de dernier recours et de retraite.

Revenu d'emploi médian
Il représente la valeur centrale, exprimée en dollars, séparant en deux parties égales un groupe donné de travailleurs ayant des revenus d'emploi; la première partie regroupe les travailleurs ayant un revenu inférieur à la médiane, et la seconde, les travailleurs ayant un revenu supérieur à la médiane.

Le revenu d'emploi, tel que défini par l'Institut, comprend les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les corrections des revenus d'emploi, les autres revenus d'emploi, les prestations d'assurance salaire, les prestations du Programme de protection des salariés, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que les revenus nets des entreprises individuelles, y compris les revenus provenant d'une société de personnes. Sont soustraites du revenu d'emploi les dépenses et déductions liées à l'emploi.

COMPTES ÉCONOMIQUES

Base économique
Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut
Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation
Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Dans certains cas, le quotient de localisation correspond à la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction de la population du Québec dans la même région. Il s'agit des industries dont les biens ou services sont essentiellement achetés par les ménages pour consommation ou par d'autres industries comme intrants intermédiaires dans la production de biens de consommation.

Revenu disponible
Somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des sociétés financières, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques moins les

transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux sociétés financières, aux ISBLSM, ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Les transferts sociaux en nature ne sont pas considérés dans le revenu disponible.

Revenu disponible par habitant
Il correspond au revenu disponible d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire
Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés
Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net
Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété
Il s'obtient en soustrayant le revenu de la propriété payé du revenu de la propriété reçu. Sont considérés dans les revenus de la propriété reçus les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital y sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques
Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, et les allocations aux anciens combattants.

Transferts courants des non-résidents
Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM
Transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ménages des ISBLSM.

Transferts courants aux non-résidents
Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM
Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques
Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Transferts courants aux sociétés financières
Contributions des employeurs et des employés à un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

Transferts courants des sociétés financières
Prestations reçues d'un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

INVESTISSEMENTS

Investissements
Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines, d'outils et d'équipements neufs. Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés). Les dépenses en immobilisation excluent les constructions résidentielles, les logiciels et la prospection pétrolière, minière et gazière.

Investissements du secteur public
Il s'agit de dépenses en immobilisation des administrations, entreprises et organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

SANTÉ

Médecin omnipraticien
Les omnipraticiens sont des médecins inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec qui ont terminé leur formation de base et obtenu leur permis d'exercice après deux années de résidence en médecine familiale (RAMQ, 2004). Dans les statistiques présentées, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.

Médecin spécialiste
Les spécialistes sont des médecins qui ont terminé au moins quatre années de résidence et qui sont inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec comme spécialistes certifiés. Lorsqu'un médecin compte plus d'une spécialité, seule est retenue celle qui constitue son principal champ d'activité au 31 décembre de l'année de publication des statistiques annuelles (RAMQ, 2004). Dans les statistiques présentées, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.

Infirmière
L'infirmière détient un diplôme d'études collégiales en soins infirmiers (DEC) d'une durée de trois ans et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou est en attente de le recevoir.

Infirmière clinicienne et infirmière praticienne
L'infirmière clinicienne détient un baccalauréat en sciences infirmières ou un baccalauréat comportant trois certificats admissibles, dont au moins deux certificats reconnus en soins infirmiers. L'infirmière praticienne détient un diplôme de deuxième cycle donnant ouverture au certificat de spécialiste de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) et les attestations de formation prescrites par la réglementation ainsi qu'un certificat de spécialiste de l'OIIQ. Les infirmières cliniciennes et les infirmières praticiennes doivent détenir également un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou être en attente de le recevoir.

Infirmière auxiliaire
L'infirmière auxiliaire détient le diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné pour avoir réussi le programme de formation Santé, assistance et soins infirmiers (SASI) et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Préposée aux bénéficiaires
La préposée aux bénéficiaires détient un diplôme d'études professionnelles ou une attestation d'études collégiales en assistance à la personne en établissement de santé ou autre formation appropriée.

ÉDUCATION

Taux de diplomation aux études collégiales (DEC ET AEC)
Mesure, pour un territoire donné, le taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou d'une attestation d'études collégiales (AEC). Il est calculé pour des cohortes d'étudiants inscrits pour la première fois au collégial, à un trimestre d'automne donné. Ces nouveaux inscrits au collégial sont à l'enseignement ordinaire, dans un programme ou un cheminement conduisant à l'obtention d'un DEC, et dans un établissement d'enseignement collégial du territoire considéré. Le taux de diplomation est mesuré deux ans après la durée prévue des études du programme de DEC à la première inscription au collégial, soit au terme de quatre années écoulées depuis l'entrée au collégial pour les étudiants ayant commencé des études collégiales dans un programme de DEC en formation préuniversitaire, et après cinq années pour ceux dont le programme initial est un DEC de la formation technique ou un cheminement en accueil ou en transition. Seule la première sanction des études collégiales, diplôme ou attestation, obtenue par l'étudiant est considérée dans le calcul. L'indicateur concerne les étudiants de l'ensemble du réseau collégial, soit le réseau public, le réseau privé subventionné et les écoles gouvernementales.

Diplôme d'études collégiales (DEC)
Les programmes d'études conduisant au DEC sont de formation préuniversitaire d'une durée de deux ans ou de formation technique d'une durée de trois ans. Les DEC de formation préuniversitaire ont comme objectif de préparer les étudiants à des études universitaires. Les DEC de formation technique visent l'acquisition de compétences en vue d'intégrer le marché du travail. Toutefois, ils peuvent aussi donner accès à l'université, à la condition que soient respectées certaines exigences liées au programme d'études universitaires choisi. Tous les programmes de DEC ont une composante de formation générale (entre autres en langue d'enseignement et littérature, langue seconde, philosophie ou humanités, éducation physique) en plus de la formation spécifique du programme. Le diplôme d'études collégiales (DEC) est décerné par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à la suite d'une recommandation des collèges.

Attestation d'études collégiales (AEC)
Les programmes d'études conduisant à l'AEC sont de formation technique de courte durée variant entre 250 et 2 000 heures. Liés à un DEC de référence, les programmes d'études menant à l'AEC sont élaborés par les collèges et conduisent à une sanction d'établissement. Les programmes d'AEC s'adressent exclusivement à une clientèle adulte. La formation spécifique des programmes d'AEC permet une réponse rapide et adaptée aux divers besoins du marché du travail.

Cheminement en accueil ou en transition au collégial
Ce cheminement, d'une durée d'un à trois trimestres, offre à l'étudiant une formation adaptée en vue d'intégrer ou de compléter un programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales (DEC). Comme pour les programmes de DEC, la formation reçue dans un cheminement en accueil ou en transition comprend des activités de formation générale et, possiblement, de formation spécifique.

Diplôme d'études professionnelles (DEP)
Les programmes de formation menant au DEP sont offerts dans les établissements d'enseignement secondaire. Ils sont d'une durée variant de 600 à 1 800 heures étalées sur un an ou deux. Les DEP sanctionnent l'acquisition de diverses compétences nécessaires à l'exercice de métiers. Le diplôme d'études professionnelles (DEP) est décerné par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Salles de spectacles
Salle ou lieu où ont été présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Institutions muséales
Elles regroupent les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Points de services d'une bibliothèque publique autonome
Point de services d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques (Réseau BIBLIO).

Bibliothèque publique affiliée
Bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui est affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques (Réseau BIBLIO).

Spectacle payant en arts de la scène
Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, en excluant les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs ainsi que les représentations données dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Les représentations où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival sont également exclues.

Coup d'oeil sur le Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2016) : 6 921 km²
Population (2016ᵖ) : 243 798 habitants
Densité de population : 35,2 hab./km²

Principales municipalités et population (2016ᵖ) :

- Drummondville 75 969 habitants
- Victoriaville 45 871 habitants
- Bécancour 13 077 habitants

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de machines
- Fabrication du papier
- Cultures agricoles et élevage
- Fabrication de meubles et de produits connexes

Tableau comparatif des régions administratives du Québec et des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet		Taux de chômage	Taux de travailleurs de 25 à 64 ans[2]	PIB par habitant		Revenu disponible par habitant[2]		Taux de faible revenu des familles[2]
	2016ᵖ	TAAM[1] 2011-2016	2016ᵖ	2015ᵖ	2015ᵉ	Var. 15/14	2015ᵖ	Var. 15/14	2014
	n	pour 1 000	%	%	$/hab.	%	$/hab.	%	%
Bas-Saint-Laurent	199 983	– 1,2	8,1	70,5	33 386	– 1,3	24 465	4,0	5,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	277 232	0,0	7,9	70,5	38 397	0,7	25 331	2,7	5,2
Capitale-Nationale	737 857	7,5	4,6	78,8	47 948	1,4	28 279	3,2	4,8
Mauricie	268 198	2,0	7,1	69,2	32 516	1,5	24 477	3,3	8,0
Estrie	324 009	6 5	6,1	74,5	34 853	1,8	25 365	3,0	7,1
Montréal	2 014 221	10,0	9,5	75,2	62 134	3,5	27 140	1,9	14,7
Outaouais	389 139	8,0	7,2	75,8	31 672	1,7	25 610	2,0	8,0
Abitibi-Témiscamingue	147 982	1,8	6,6	74,5	46 358	– 1,1	27 118	2,1	6,1
Côte-Nord	92 541	– 6,7	8,7[3]	71,4	70 475	– 6,9	27 011	0,2	7,7
Nord-du-Québec	45 107	9,5	8,7[3]	79,6	76 429	– 8,7	24 085	1,3	15,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	91 781	– 5,8	14,6	61,0	31 967	4,6	24 458	4,2	7,6
Chaudière-Appalaches	424 856	5,0	5,5	79,0	37 007	1,1	26 750	5,0	3,8
Laval	429 413	11,2	7,3	79,8	33 644	2,4	26 453	2,0	7,6
Lanaudière	502 152	10,3	6,5	75,9	25 126	1,9	26 108	2,5	6,8
Laurentides	601 699	12,0	5,8	76,4	31 853	2,4	27 654	2,9	6,5
Montérégie	1 536 121	8,9	6,0	78,7	34 812	1,7	28 026	2,7	6,8
Centre-du-Québec	243 798	6,3	5,3	75,0	35 380	0,9	24 888	4,8	6,6
L'Érable	23 689	1,6	..	77,5	..	..	23 887	4,6	5,6
Bécancour	20 664	4,1	..	72,5	..	..	25 092	2,9	6,5
Arthabaska	72 328	7,0	..	75,7	..	..	24 911	3,9	5,9
Drummond	104 168	8,8	..	74,5	..	..	25 042	5,7	7,4
Nicolet-Yamaska	22 949	0,2	..	75,1	..	..	24 977	5,5	6,6
Ensemble du Québec	**8 326 089**	**7,8**	**7,1**	**76,1**	**42 507**	**1,9**	**26 857**	**2,7**	**8,2**

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Les estimations actuellement disponibles pour les années 2011 à 2016 sont basées sur les comptes rajustés du Recensement de 2011 et ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision en 2019, lorsque les comptes corrigés du Recensement de 2016 seront disponibles à l'échelle infraprovinciale. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population des régions. Voir l'encadré du chapitre *Démographie*. Selon la dénomination et le découpage des régions administratives et des MRC géographiques au 1er juillet 2016.
2. Selon le découpage des régions administratives et des MRC géographiques au 31 décembre 2015.
3. Donnée se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2016)	6 921 km²
Population totale (2016[p])	243 798 hab.
Densité de population	35,2 hab./km²
Taux d'accroissement annuel moyen de la population (2011-2016[p])[1]	6,3‰
Taux de faible revenu des familles (2014)	6,6 %
Emploi (2016)	122,9 k
Taux d'activité (2016)	64,5 %
Taux d'emploi (2016)	61,1 %
Taux de chômage (2016)	5,3 %
PIB aux prix de base par habitant (2015[r])	35 380 $
Revenu disponible par habitant (2015)	24 888 $
Variation des dépenses en immobilisation non résidentielle (2017[pm]/2016[p])	7,3 %
Variation des dépenses en immobilisation résidentielle (2016[p]/2015)	2,0 %
Taux de diplomation aux études collégiales (cohorte inscrite en 2010)	60,5 %

1. Calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Institut de la statistique Québec